



Silence, on se bat !

La guerre et la démocratie n'ont jamais fait bon ménage. Dans des termes maintes fois répétés depuis, le sénateur californien Hiram Johnson observait en 1917 que « quand arrive la guerre, la première victime est la vérité ». À défaut de transparence, le débat démocratique devient difficile, et ce d'autant plus que les émotions engendrées par un conflit armé ne favorisent pas non plus une délibération ouverte et raisonnable.

En temps de guerre, il faut donc veiller sur la démocratie et en protéger les fondements contre ceux qui préféreraient restreindre, voire interrompre le débat public. Or, le Canada est maintenant en guerre en Afghanistan. Il s'agit d'une guerre lointaine et de faible intensité, contre un ennemi qui n'est pas conventionnel, mais c'est tout de même une guerre, et des voix influentes sentent le besoin de couper court à toute délibération.

La thèse « silence, on se bat » a été énoncée avec force de conviction par l'équipe éditoriale de *La Presse*. Elle se décline en trois arguments. D'abord, la guerre, comme toute la politique étrangère du Canada, relève du gouvernement fédéral, ce qui impliquerait que ceux qui ne sont pas élus ou nommés à Ottawa n'ont pas véritablement voix au chapitre. Ensuite, cette guerre est juste et s'y opposer revient à faire le jeu de l'ennemi. Enfin, entre l'appui inconditionnel au gouvernement et un retrait pur et simple des troupes, ce qui reviendrait à abandonner l'Afghanistan aux talibans, il n'y a pas de position qui tienne. Laissons donc la guerre aux soldats et au gouvernement fédéral, et parlons d'autre chose.

Le premier argument est le plus inusité. Il a été présenté à l'occasion de l'offensive israélienne au Liban, mais il s'applique également à la situation en

Afghanistan. Début août, l'éditorialiste en chef de *La Presse* traitait Jean Charest, André Boisclair, Mario Dumont et Françoise David d'importuns pour s'être prononcés sur la position du gouvernement Harper sur la question libanaise. Même l'approbation manifestée par Charest ne trouvait pas grâce aux yeux d'André Pratte. La seule intervention valable, selon lui, aurait été de refuser de commenter en précisant que « cette question relève du gouvernement du Canada ».

On pourrait faire une lecture souverainiste de cette interprétation. Louis Bernard, par exemple, donnait raison à Pratte, en déplorant le caractère débilisant de « cette incapacité de débattre des questions internationales dans nos instances politiques québécoises ». Il est vrai que cette absence de prise directe sur le monde peut engendrer une certaine naïveté ou des attitudes peu responsables. Mais sur cette question précise, il faut surtout remettre les pendules à l'heure.

Dans une fédération, ce sont les compétences législatives qui sont partagées entre les ordres de gouvernement, pas la capacité de prendre position sur des questions qui monopolisent l'opinion mondiale. Si les élus québécois voulaient légiférer sur des enjeux de sécurité internationale, il serait juste de les rappeler à l'ordre. Mais n'ont-ils pas au moins autant de légitimité pour faire part des inquiétudes de leurs commettants que quelques personnes nommées par une entreprise privée à la barre d'un grand journal ? La division des pouvoirs façonne bien des aspects de la vie publique au Canada, mais elle ne devrait jamais être invoquée pour limiter le débat public.

Le deuxième argument est plus classique : critiquer, c'est faire le jeu de l'ennemi. Ici, ce sont Jack Layton, Gilles Duceppe et autres candidats au leader-

ship libéral qui sont dénoncés comme des « irresponsables » devenus rien de moins que les « alliés objectifs des talibans ». Cet argument, qui rappelle les anathèmes communistes et marxistes-léninistes d'une autre époque, sent le soufre. Quel espace de liberté nous resterait-il si le Canada était engagé dans un conflit de plus grande envergure ?

À l'exception peut-être de Jack Layton, les élus qui soulèvent des questions reconnaissent tous le caractère juste d'une intervention entérinée par les Nations unies. Faut-il pour autant tout accepter sans discuter ? Ne s'interroger ni sur les moyens, ni sur les objectifs à long terme ? Si la guerre est juste, qu'avons-nous à craindre d'un débat ouvert ?

La perte de temps et le « farfingage ». C'est le troisième argument, celui par lequel la logique du « silence, on se bat » touche à ses limites. Dans cette optique, en effet, on ne peut qu'aller de l'avant ou se retirer entièrement du pays. Mais les choses sont-elles vraiment si simples ? Le *Senlis Council* de Londres estime que la mission canadienne en Afghanistan est minée par des objectifs confus et irréalistes et vouée à l'échec. Sur la base d'enquêtes sur le terrain, le *Council* propose une approche différente, centrée sur la lutte à la pauvreté, une plus grande tolérance face à la culture du pavot, et des objectifs militaires plus clairs et plus sensibles aux enjeux culturels de la reconstruction. Est-ce là du « farfingage » ?

Le Canada et ses alliés ont un rôle à jouer en Afghanistan. Mais ce rôle n'est ni facile, ni simple. Il faut donc en débattre ouvertement et sans ornières, quoi qu'en disent ceux qui iraient jusqu'à évoquer la division des pouvoirs pour clore tout débat sur les questions de sécurité.

Alain Noël est professeur titulaire au département de science politique de l'Université de Montréal.